

Christian Mourisard : “une avancée notable”

Le président d'Offices de Tourisme de France profite du congrès national pour annoncer la fusion des trois grandes fédérations du tourisme institutionnel en France.



Pour Christian Mourisard, la fusion des trois grandes fédérations devrait permettre aux institutionnels du tourisme de mieux faire entendre leur voix au niveau national.

Qu'évoque pour vous ce Congrès du Centenaire ?

Christian Mourisard : je souhaite tout d'abord rendre hommage à ceux qui ont eu l'audace de créer, après la guerre, en 1919, une association qui parlait de tourisme, de vacances, de rêve... D'autant plus qu'à cette époque, la notion de tourisme restait floue et était réservée à une élite. Le parc automobile se développait à peine, et les congés payés n'ont d'ailleurs été créés que 17 ans plus tard ! Il fallait être à l'époque visionnaire pour penser que le tourisme deviendrait, des décennies plus tard, un levier majeur de développement économique de notre territoire.

Et quel bilan faire de ces 100 dernières années ?

Notre “vieille maison” a su évoluer grâce à la professionnalisation de ses acteurs. Ce qui a d'ailleurs mis fin aux syndicats d'initiative. Cela prouve qu'au cours de ces décennies, les Offices de Tourisme ont su se remettre en cause sous la pression de la concurrence du privé. Cela les a notamment amenés à prendre la route des innovations technologiques. Et ce n'est pas fini car nous vivons aujourd'hui une mutation sans précédent, qui implique une importante restructuration de toute la filière.

Quel avenir aujourd'hui pour Offices de Tourisme de France ?

L'avenir semble très prometteur car le Congrès est l'occasion d'annoncer la fusion d'Offices de Tourisme de France, de Tourisme & Territoires (réseau des agences départementales, CDT/ADT) et de Destination Régions (fédération française des organismes régionaux du tourisme) ! Nous étions déjà réunis au sein de la Confédération Nationale du Tourisme depuis 1994, mais ce regroupement marque une nouvelle étape. En regroupant nos forces vives, cette nouvelle structure, qui sera opérationnelle dès le 1^{er} trimestre 2020, représentera 12 000 salariés.

Pourquoi une telle fusion ?

Cela devenait une nécessité pour les échelons territoriaux que nous représentons car, si nous avons chacun une forte légitimité dans le secteur du tourisme, elle n'était toutefois pas reconnue à sa juste valeur par les gouvernements qui se sont succédé. Imaginez quand même que nous n'avons pas été invités au Comité Interministériel du Tourisme ! Pour le gouvernement, la priorité est donnée au tourisme international avec des actions menées pour attirer la clientèle étrangère. Le tourisme national avec ses problématiques propres comme la Loi NOTRe, la taxe de séjour, la démarche qualité..., n'est pas considérée à sa juste valeur par le gouvernement même si, aujourd'hui, grâce

à nos différentes interventions, nous avons pu le sensibiliser sur ces thèmes. Alors que c'est aussi un segment porteur pour notre économie. En nous réunissant, nous aurons désormais plus de poids pour faire entendre notre voix au niveau national. Et pourrons ainsi affirmer davantage le rôle essentiel des acteurs institutionnels du tourisme.

Quelle sera la mission de cette nouvelle structure ?

Cette entité, dont le nom n'a pas encore été défini, aura pour ambition d'être La Fédération du tourisme institutionnel au service de tous les territoires et des destinations touristiques. Grâce à des opérations communes, nous souhaitons développer un tourisme de qualité, en partenariat avec l'Etat et les acteurs privés. Il s'agira notamment d'accompagner les adhérents dans le développement de leurs activités et de leur mutation, d'explorer de nouveaux champs d'actions et de soutenir le rayonnement de la destination France. Au final, cette fusion représente une avancée notable pour le tourisme institutionnel français.

LES ATOUTS DE LA NOUVELLE FÉDÉRATION

- une gouvernance partagée et équilibrée ;
- des commissions spécifiques CRT, CDT et OT ;
- une équipe pluridisciplinaire au service du projet et de ses 1 300 adhérents ;
- une offre de services réajustée pour répondre aux préoccupations de ses membres ;
- un budget de 2,4 M € ;
- une force conjuguée d'acteurs au niveau national représentant 800 M € de budget et 12 000 salariés.